

# Séminaire à Moscou

## 18-19 octobre 2000

« Les lois et les pratiques concernant l'exécution forcée des décisions de justice dans la Fédération de Russie »

Le séminaire international qui s'est tenu les 18 et 19 octobre 2000 à Moscou, organisé conjointement par la Commission européenne et le Conseil de l'Europe, a marqué une étape décisive pour l'intégration de nos confrères russes au sein de l'espace judiciaire européen et international.

### La genèse d'une collaboration

Pendant deux jours, plus de 80 praticiens et experts se sont réunis à Moscou pour exposer leurs modèles juridiques concernant les procédures civiles d'exécution, débattre et échanger leurs idées.

Ce séminaire a été organisé dans le cadre d'un programme conjoint entre la Commission européenne et le Conseil de l'Europe afin de renforcer la structure fédérale et introduire des mécanismes de protection des droits de l'homme ainsi que des réformes dans le système judiciaire de la Fédération de Russie.

En effet, la nouvelle Fédération de Russie, forte de ses attaches européennes mais consciente de l'inexpérience inhérente à sa jeunesse, a manifesté son désir de montrer aux experts présents son système judiciaire relatif aux procédures civiles d'exécution et approfondir ses connaissances sur les lois et les pratiques des systèmes des pays proches, ce, dans le but de proposer des directions à suivre dans le cadre d'une réforme importante actuellement en cours d'élaboration.



Parmi les quelque 70 participants Russes rassemblées autour des experts et des membres du Conseil de l'Europe dans l'un des magnifiques salons du ministère de la Justice, on retrouve des personnalités comptant parmi les plus éminentes du monde judiciaire de la Fédération de Russie :

- M. Arkady Melnikov, vice-ministre de la Justice, président des Court officers de la Fédération de Russie,
- M. Alexander Gerasimov, vice-président des Court officers du ministère de la Justice de la Fédération de Russie,
- M. Boris Kalyagin, responsable des relations publiques du ministère de la Justice de la Fédération de Russie,
- M. Serguei Nikoulin, responsable du département juridique de la sécurité de l'État et des affaires juridiques du ministère de la Justice de la Fédération de Russie,

*Le Kremlin.*

*The Kremlin.*







**M. Arkady Melnikov,**  
*vice-ministre de la Justice, président des Court officers.*

**Mr Arkady Melnikov,**  
*vice-minister of Justice, president of the Court officers.*

- M. Yuri Titov, conseiller du ministère de la Justice de la Fédération de Russie,
- M. Andrei Churilov, 1<sup>er</sup> vice-président des Court bailiffs de la Fédération de Russie.

Assisté par M<sup>lle</sup> Liubov Samokhina, M. Lee Hibbard, administrateur à l'unité des systèmes judiciaires au service du droit privé à la direction générale des affaires juridiques du Conseil de l'Europe, dont il faut saluer le remarquable travail de préparation, de coordination et d'organisation, a choisi les cinq experts invités tant pour leurs compétences juridiques reconnues que leurs vastes expériences dans le domaine particulier des voies d'exécution :

- M<sup>e</sup> Mathieu Chardon, huissier de justice à Versailles (France), membre de l'Union internationale des huissiers de justice, chargé d'enseignement à l'École nationale de procédure,
- M<sup>e</sup> John Marston, sheriff's office du Warwickshire, président de l'Association des sheriff's office (Grande-Bretagne) ;
- M. Gustaf Moller, juge à la Cour suprême (Finlande) ;
- M<sup>me</sup> Andrea Schulz, legal adviser, ministère de la Justice (Allemagne) ;

- M. Theo Simons, vice-président de la District court de Rotterdam (Pays-Bas).

Pour mieux comprendre l'importance des débats, il convient de rappeler les étapes fondamentales dans la réforme des institutions de la jeune Fédération de Russie :

- Constitution de la Fédération de Russie adoptée le 12 décembre 1993.
- Mise en place du Code civil de la Fédération de Russie le 21 octobre 1994.
- Entrée de la Fédération de la Russie au Conseil de l'Europe en 1996.
- Loi fédérale constitutionnelle du 23 octobre 1996 sur le système judiciaire de la Fédération de Russie, formant le Code des lois de la Fédération de Russie.
- Loi fédérale du 4 juin 1997 sur les Court officers (huissiers de justice).
- Loi du 4 juin 1997 sur les procédures civiles d'exécution.

Ces réformes ont entraîné pour les huissiers de justice russes des problèmes liés d'une part au bouleversement soudain de leur statut puisque, s'ils sont toujours fonctionnaires, ils sont dorénavant rattachés au ministère de la Justice et non aux tribunaux et cours, et d'autre part à l'application des textes qui, pour certains, sont manifestement incomplets, imprécis, voire contradictoires. C'est la raison pour laquelle les huissiers de justice de la Fédération de Russie se sont tournés naturellement vers les pays voisins dont le modèle leur semblait intéressant.

Dans ce contexte, l'objectif du Conseil de l'Europe est de créer un tissu relationnel avec la Fédération de Russie et en premier lieu de dessiner un plan d'action à suivre sur la base des travaux à intervenir.

La présidence du séminaire est assurée par M. Arkady Melnikov, assisté par M. Alexander Gerasimov.

La séance d'ouverture est présidée par M. Arkady Melnikov qui, après avoir souhaité à chacun la bienvenue et chaleureusement remercié tant le Conseil de l'Europe que les experts présents et chacun des participants, souligne l'importance pour la Fédération de Russie de cet échange d'idées







à intervenir, dont le but est de permettre à son pays notamment d'améliorer l'exécution des décisions de justice, d'être conforme à la Convention européenne des Droits de l'homme (plus particulièrement son article 6), et d'adopter un plan d'action entre la Fédération de Russie et le Conseil de l'Europe.

Avec 25 millions de titres à exécuter au cours des 18 derniers mois, on peut prendre la mesure des enjeux...

M<sup>me</sup> Agnès Lalardrie, conseiller spécial, coordinatrice des programmes juridiques avec la Fédération de Russie à la direction générale des affaires juridiques du Conseil de l'Europe, remercie M. Melnikov, le ministre de la Justice et la Fédération Russe de leur accueil, souligne l'intérêt que manifeste la Russie, particulièrement depuis son entrée en 1996 au Conseil de l'Europe, à se conformer à l'article 6 de la Convention européenne des Droits de l'homme, puis présente le programme du séminaire ainsi que ses participants.

Les six thèmes principaux du séminaire sont les suivants :

– Le système des voies d'exécution : aperçu de la législation et des pratiques.

– Les lois sur les voies d'exécution et le Code d'arbitrage de la Fédération de Russie.

– L'exécution forcée des décisions étrangères dans la Fédération de Russie.

– Le statut des huissiers de justice de la Fédération de Russie.

– Le rôle, la fonction, le statut et la formation des huissiers de justice.

– Les principes généraux et les objectifs à atteindre en matière de recouvrement forcé.

Chaque thème est successivement abordé par chacun des experts des pays représentés, suivi d'une table ronde. Il faut souligner que les experts ont été littéralement assaillis par le feu croisé des multiples questions fusant de tous côtés en provenance d'une assistance manifestement très demanderesse : de nombreuses interrogations concernent ainsi des domaines aussi variés que les ventes mobilières, les saisies en matière de propriété intellectuelle, de brevets ou de licence, les appréhensions de meubles et de véhicules, les expulsions, le recouvrement des taxes fiscales, l'exécution des décisions de justice rendues à l'étranger, le redressement judiciaire ou civil, ou l'aide juridictionnelle...

*La salle de conférence.*

*The room of conference.*





*M<sup>e</sup> John Marston, sheriff's office du Warwickshire, président de l'Association des sheriff's office (Grande-Bretagne).*

*Mr John Marston, Sheriff's Office of Warwickshire, president of the Sheriff's Office Association (Great Britain).*

## Une expansion sans précédent des huissiers de justice russes

M. Gerasimov nous informe de l'impressionnante expansion de la profession d'huissier de justice dans la Fédération de Russie puisqu'en 1993, seulement 30 % des décisions de justice furent exécutées, alors qu'en 1999 ce ratio est passé à 60 % : ce chiffre suffit à lui seul à démontrer l'étonnante faculté d'adaptation, le dynamisme et l'efficacité de nos confrères Russes !

Cependant, M. Gerasimov admet que des réformes sur la loi du 4 juin 1997 relative aux procédures civiles d'exécution sont nécessaires et nous informe que des propositions d'amendement sont actuellement étudiées par la Douma. En outre, il reconnaît volontiers le manque d'expérience des huissiers de justice de la Fédération de Russie. En effet, le recouvrement forcé en matière civile pendant le précédent régime était pratiquement inexistant et était confié à des fonctionnaires des tribunaux sans formation particulière. Il ajoute que, lors de l'élaboration des différentes réformes, le rôle de l'huissier de justice avait naturellement été largement sous-estimé et qu'il est aujourd'hui urgent d'augmenter ses pouvoirs et de couper définitivement les liens qui le retiennent encore près les tribunaux.

À cet égard, le modèle de l'huissier de justice Français lui paraît intéressant et il aimerait que son pays adopte un statut similaire.

Les huissiers de justice de la Fédération de Russie manifestent également leur intérêt pour l'Union internationale des huissiers de justice. M<sup>e</sup> Mathieu Chardon (France) et M<sup>e</sup> John Marston (UK) leur exposent en quelques mots l'objet de cette Union, l'intérêt pour un pays d'y adhérer, les informent de l'assistance effective qu'elle peut leur apporter dans le développement et l'essor de leur profession, et les invitent à prendre contact avec M<sup>e</sup> Jacques Isnard, actuel président de cette organisation internationale.

Se pose également le problème de la protection sociale des huissiers de justice dont les faibles salaires sont incompatibles avec les responsabilités et les devoirs que leur impose leur nouvelle fonction. En outre, dans la Fédération de Russie, l'exécution forcée est souvent dangereuse : des tentatives d'homicide sont régulièrement perpétrées contre eux. Or, si les huissiers rattachés aux tribunaux peuvent être armés car ils assurent la sécurité des tribunaux, ceux chargés du recouvrement, eux, ne le sont pas : ils sont alors souvent protégés par des gardes du corps et se font assister par les forces armées et par les huissiers rattachés aux tribunaux.

Un autre problème est le temps beaucoup trop court imparti à l'huissier de justice de la Fédération de Russie pour exécuter : au bout de 18 mois, il doit cesser toute action. Cela est évidemment incompatible avec une bonne administration de la justice. En cela, les cinq experts leur exposent les délais de prescription en vigueur dans leur pays qui sont généralement compris entre vingt et trente années, hormis pour quelques décisions particulières.

## Une formation et un statut à améliorer

M. Alexander Matveyen, chef de section du département des Court officers du ministère de la Justice de la Fédération de Russie,



aborde la question de la formation des huissiers de justice. Il insiste sur la nécessité d'une infrastructure permettant de garantir un niveau juridique satisfaisant sur un échelon fédéral.

Actuellement, à l'exception des postes à haute responsabilité tenus par des fonctionnaires hautement qualifiés, lesquels ont reçu une formation universitaire de haut niveau et organisent des séminaires sur diverses questions juridiques, seul un tiers des huissiers de la Fédération de Russie a reçu une formation spécifique, formation axée sur un entraînement de type quasi-militaire, les candidats étant sélectionnés en fonction de critères physiques... La formation dure de trois à six mois et son organisation incombe aux présidents des huissiers de justice des différentes régions. Malheureusement, l'absence de fonds suffisants rend ladite formation inefficace et insuffisante, même si le budget devrait augmenter pour l'année prochaine (le budget pour l'ensemble de la communauté des huissiers a déjà été dépassé deux fois pour l'année 2000 !).

M<sup>me</sup> Andrea Schulz (Allemagne) indique qu'il existe quatre types de qualification en Allemagne pour les huissiers de justice, dont le plus élevé est identique à celui d'un juge ou d'un avocat. M. Gustav Moller (Finlande) explique qu'en Finlande, le niveau de qualification juridique des huissiers de justice est le même que celui des juges.

M<sup>e</sup> Mathieu Chardon (France) précise qu'il en est de même en France où les futurs huissiers de justice suivent, outre leurs diplômes universitaires, les formations dispensées par l'incontournable École nationale de procédure, créée en 1960 sous les auspices de la Chambre nationale des huissiers de justice, et le département formation des stagiaires. En outre, la formation continue des huissiers de justice et de leur personnel est assurée par plusieurs unités d'enseignements spécialisées, émanant de l'École nationale de procédure.

L'objectif pour nos confrères Russes est de prendre des mesures pour combler ce fossé et d'organiser leur propre formation. À cet



égard, un groupe d'huissiers de justice Russes et représentants du ministère de la justice se sont déjà rendus en France et doivent y retourner avant la fin de l'année 2000.

Il y a aujourd'hui 23 000 huissiers de justice dans les 89 sujets (départements) formant la Fédération de Russie. Fonctionnaires, ils sont nommés et démis par le gouvernement sur réquisition du ministère de la justice, ou directement par le ministre de la justice pour les postes les plus importants. L'âge minimum requis est de 20 ans et la fonction est largement féminisée.

Il existe deux types d'huissiers :

- les huissiers rattachés aux tribunaux (un tiers). Armés et en uniforme, leur principale fonction est celle d'assurer la police des audiences et la sécurité des juges dans les cours ;
- les huissiers chargés de l'exécution (deux tiers) assurent l'exécution forcée des décisions de justice mais ont des compétences très limitées : sur les 25 articles composant la loi du 4 juin 1997 sur les huissiers de justice de la Fédération de Russie, 7 sont consacrés à l'usage de la force physique (armes à feu, techniques de combat, intervention de l'armée) et à ses conséquences.

M. Gerasimov souhaiterait que la profession soit totalement séparée des tribunaux et rattachés à l'État et non aux cours.

*M<sup>me</sup> Andrea Schulz, legal adviser, ministère de la Justice (Allemagne).*

*Mrs Andrea Schulz, Legal Advisor, Ministry of Justice (Germany).*



M. Eugene Ustyantzev, vice-président des huissiers de justice de la région de Sverdlovsk, se demande quel système choisir parmi ceux présentés par les experts.

M<sup>me</sup> Lalardrie répond que, pour ce qui concerne le Conseil de l'Europe, il faut au préalable poser des bases conformes à la Convention européenne des droits de l'homme.

Les cinq experts, qui ont chacun fait une présentation détaillée de leur système, conviennent que, s'il n'existe peut-être pas de système idéal, c'est à la Fédération de Russie de choisir en fonction de ses besoins, son histoire et ses aspirations.

L'Union internationale des huissiers de justice, quant à elle, est favorable à un système de type Français ou l'huissier de justice est indépendant et libéral, officier public et ministériel, et également auxiliaire de justice. L'huissier de justice doit être tout d'abord un juriste de haut niveau plutôt qu'un comptable, un agent de bureau, ou un exécutant aveugle. Il doit répondre à un certain nombre de normes intrinsèques liées à la formation permanente, la déontologie et l'appartenance à un ordre professionnel responsable, seules garantes d'une justice forte, compétente et efficace.

### Une volonté d'ouverture vers l'international

M. Andrei Churilov rappelle que la Fédération de Russie est aujourd'hui à un carrefour et doit savoir prendre la bonne direction. Elle a besoin de l'expérience des autres pays pour mettre à niveau son propre standard et renforcer les attributions des huissiers de justice.

Nos confrères russes se sentent par ailleurs isolés des organisations internationales et ont un grand besoin de voir circuler vers leur pays les informations internationales, d'organiser des missions à l'étranger vers des pays comme la France, les Pays-Bas ou le Royaume-Uni.

M<sup>e</sup> Chardon, pour le compte de l'Union internationale des huissiers de justice et de

la Chambre nationale des huissiers de justice de la France prend acte de ces requêtes et propose l'organisation prochaine de rencontres sur les sols Français ou Russe.

M. Theo Simons (Pays-Bas) déclare avec à-propos que la Fédération de Russie pourrait utilement se joindre à la Convention de Lugano.

Le séminaire se conclut par la lecture du plan d'action préparé par les experts et son adoption par ses participants. Sur la base de l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme, ce plan d'action vise à renforcer la coopération entre la Fédération de Russie et le Conseil de l'Europe dans le but d'améliorer les procédures civiles d'exécution dans la Fédération de Russie et la condition des huissiers de justice.

Dans son discours de clôture, M. Melnikov insiste sur l'importance des relations internationales, qui est l'un des traits fondamentaux de l'entrée dans le troisième millénaire. Il demande, sur instructions du ministère de la Justice, que soient considérées des publications conjointes, remercie chaleureusement le Conseil de l'Europe et l'ensemble des experts et participants, et formule des vœux pour des futures rencontres, fréquentes et continues.

Le mot de la fin incombe à M<sup>me</sup> Lalardrie, laquelle, en remerciant la communauté des huissiers de justice de la Fédération de Russie pour la chaleur de son accueil et l'efficacité de son organisation, largement à la hauteur de la réputation du peuple russe, ajoute aux vœux de M. Melnikov ceux du Conseil de l'Europe et se félicite du succès du séminaire et de cette fructueuse collaboration naissante.

Au cours des deux journées de travaux, les huissiers de justice de la Fédération de Russie ont montré, s'il en était besoin, qu'ils sont pleinement représentatifs d'un pays moderne, dynamique et en phase avec les enjeux sociaux et économiques planétaires. ■





# The Moscow Seminar, 18-19th October, 2000

"The laws and practices concerning the forced implementation of judicial decisions in the Russian Federation."

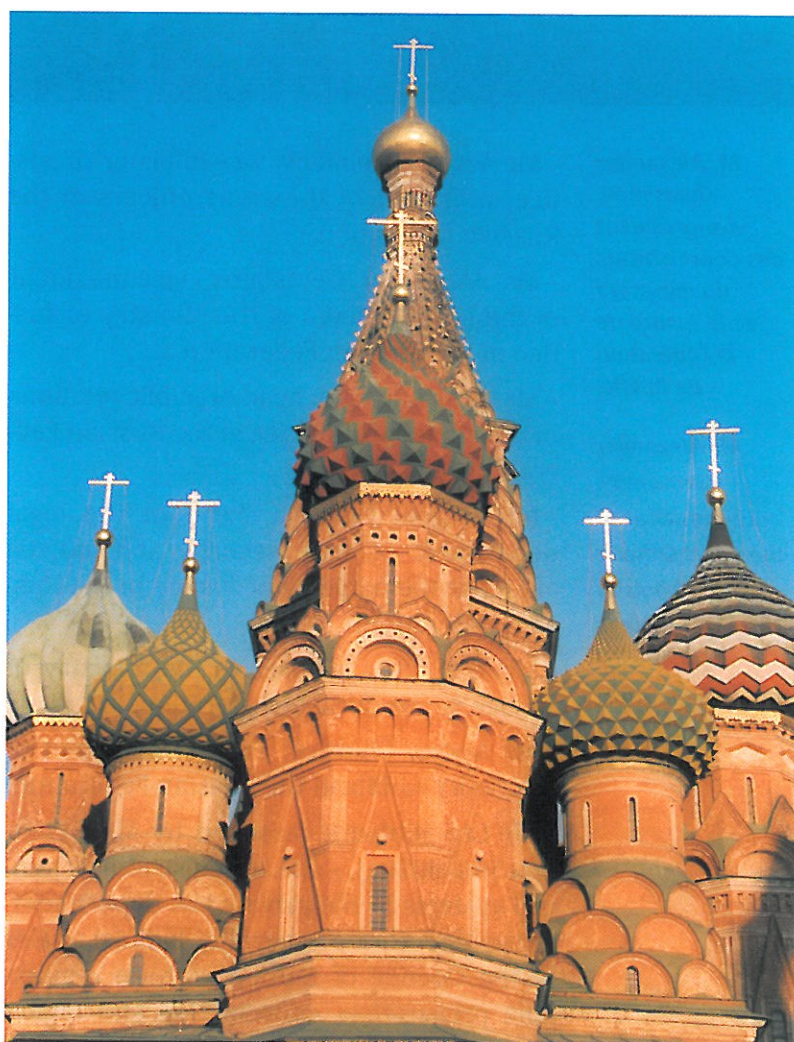
The international seminar that was held on the 18th and 19th of October 2000 in Moscow, and jointly organised by the European Commission and the Council of Europe, marked a decisive stage for the integration of our Russian colleagues into the heart of the European and International judicial milieu.

## The beginnings of a partnership

For two days, more than 80 experts and practitioners were brought together in Moscow to explain their judicial models concerning the implementation of civil procedures, to debate, and to exchange their ideas.

The seminar was organized within the framework of a joint program between the European Commission and the Council of Europe in order to reinforce the federal structure and introduce the mechanisms of the protection of human rights as well as reforms in the Russian Federation's judicial system.

The new Russian Federation, with its strong European attachments, yet conscious of its inherent inexperience and youthfulness, displayed a desire to show to the experts present, its judicial system relative to the implementation of civil procedures, as well as to deepen its understanding of the laws and the practices of the systems in neighboring countries. The aim being to propose a direction to be followed in the framework



of important reform, which is actually in the process of being defined.

*Église Saint-Basil,  
place Rouge.*

Among the 70 or so Russian participants assembled along with the experts and the members of the Council of Europe in the magnificent rooms of the Ministry of Justice, were some of the most eminent figures in the legal circles of the Russian Federation:

*Church St Basil,  
Red place.*







*M. Alexander Gerasimov, vice-président des Court officers du ministère de la Justice de la Fédération de Russie.*

*Mr Alexander Gerasimov, vice-president of the Court Officers of the Ministry of Justice in the Russian Federation.*

– Mr Arkady Melnikov, vice-minister of Justice, president of the court officers in the Russian Federation,

– Mr Alexander Gerasimov, vice-president of the court officers of the Ministry of Justice in the Russian Federation,

– Mr Boris Kalyagin, head of public relations of the ministry of Justice in the Russian Federation,

– Mr Serguei Nikoulin, head of the legal department of state security and judicial affairs at the ministry of Justice in the Russian Federation,

– Mr Yuri Titov, adviser to the ministry of Justice in the Russian Federation,

– Mr Andrei Churilov, 1st vice-president of the Court bailiffs in the Russian Federation,

– Mr Lee Hibbard, (assisted by Miss Lioubov Smaokhina), – the administrator of judicial systems in the private law department, at the directorate general of judicial affairs of the Council of Europe – whose remarkable preparation, coordination and organization deserves recognition, chose the five invited experts as much for their recognized judicial expertise as their extensive experience in the channels of implementation in the private domain:

– Mr Mathieu Chardon, court officer (huissier de justice) in Versailles (France), member of l'Union internationale des huissiers de justice (the International union of justice officers) in charge of teaching at the École

nationale de procédure (National School of Procedure);

– Mr John Marston, sheriff's office of Warwickshire, president of the Sheriff's office association (Great Britain);

– Mr Gustaf Moller, magistrate in the Supreme Court (Finland);

– Mrs Andrea Schulz, legal advisor, ministry of Justice (Germany);

– Mr Theo Simons, vice-president of the District Court of Rotterdam (Netherlands).

To better understand the importance of these debates, it is useful to recall the fundamental stages in the institutional reforms in the young Russian Federation:

– The Constitution of the Russian Federation adopted on the 12th of December 1993.

– Establishment of the Civil Code of the Russian Federation on the 21st of October 1994.

– The entry of the Russian Federation into the Council of Europe in 1996.

– Federal constitutional law of the 23rd of October 1996, under the judicial system in the Russian Federation, forming the Code of Laws for the Russian Federation.

– Federal Law of the 4th of June 1997 for the court officers.

– Law of the 4th of June 1997 regarding the implementation of civil procedures.

Court officers, these reforms have brought about problems that are linked on the one hand to the sudden upheaval of their statutes, since they are still functionaries, they are henceforth attached to the ministry of Justice and not to the tribunals and courts, and, on the other hand, to the application of texts that, for some, are manifestly incomplete, imprecise and even contradictory. It is for this reason that the court officers of the Russian Federation have naturally turned to neighboring countries whose models seem worthy of consideration.

In this context, the objective of the Council of Europe is to create close contacts with the Russian Federation, and firstly to define a plan of action to be followed, based on the work to be done.

The presidency of the seminar was entrusted to Mr Arkady Melnikov, and assisted by Mr Alexander Gerasimov.





The opening session was presided over by Mr Arkady Melnikov who, after having welcomed everyone and warmly thanked the Council of Europe as well as the experts present and each participant, underlined the importance for the Russian Federation of the forthcoming exchange of ideas. And, whose goal is to permit his country, in particular, to improve the implementation of justice, and to be in conformity with the European Convention of Human Rights (in particular Article 6), and to adopt a plan of action between the Russian Federation and the Council of Europe.

With 25 million claims to implement in the last 18 months the magnitude of the task is apparent.

Mrs AgnÈs Lalardrie, special adviser and coordinator of judicial programs with the Russian Federation at the general directorate of judicial affairs of the Council of Europe, thanked Mr Melnikov, the ministry of Justice, and the Russian Federation for their welcome. She underlined the interest that Russia has demonstrated in complying with Article 6 of the European Convention of Human Rights, particularly since its entry in 1996 into the Council of Europe. She then presented the seminar's program as well as its participants.

The six principal themes of the seminar being:

- The system of channels of implementation: as perceived in legislation and practices.
- Laws on the channels of implementation and the Code of Arbitration in the Russian Federation
- Forced implementation of foreign rulings in the Russian Federation
- The statute for the court officers of the Russian Federation
- The role, the function, the statue and the training of court officers
- The general principals and objectives to attain in matters of forced recovery (of debt, property, taxes...).

Each theme was successively broached by an expert from the countries represented, and was followed by a round table discus-



*M. Theo Simons, vice-président de la District court de Rotterdam (Pays-Bas).*

*Mr Theo Simons, vice-president of the District Court of Rotterdam (Netherlands).*

sion. It should be stressed that the experts were literally bombarded by the crossfire of multiple questions coming from all sides and all sources, from a very demanding audience: there were numerous questions concerning fields as varied as real estate transactions, seizures concerning intellectual property, patents or licenses, the apprehension of vehicles and personal property, expulsions, the recovery of fiscal taxes, the implementation of judicial decisions rendered in foreign courts, judicial or civil redress, or jurisdictional help....

### **An unprecedented expansion russian court officers**

M. Gerasimov informed us of the impressive expansion of the profession of court officers in the Russian Federation, since, in 1993 only 30% of judicial decisions were implemented, whereas in 1999 this ratio exceeded 60%: this number alone is testimony to our Russian colleagues' flexibility, dynamism, and efficiency.

However, M. Gerasimov conceded that the reforms under the law of June 4th 1997, relative to the implementation of civil procedures, are necessary, and informed us that these proposed amendments are currently being examined by the Douma. Furthermore, he recognized the lack of experience of the court officers in the Russian Federation. In effect, the forced recovery (of debts,







*M. Gustaf Moller,  
juge à la Cour  
suprême  
(Finlande).*

*Mr Gustaf Moller,  
magistrate in the  
Supreme Court  
(Finland).*

property, taxes...) in civil matters, during the previous government, was practically nonexistent, and was entrusted to the functionaries of the tribunals without any particular training. He added that at the time of the elaboration of different reforms, the role of the court officers had naturally been largely underestimated and that today it is urgent to increase their powers and to definitively cut the ties that still keep them affiliated with the Tribunals.

In this respect, the model of the French court officer (*huissier de justice Français*), struck him as particularly interesting, and he would like his country to adopt a similar statute.

The court officers of the Russian Federation expressed an interest in the International Union of court officers, as well. Mr Mathieu Chardon (France) and Mr John Marston (UK) briefly explained to them the objective of this Union, the advantages for a member country, and informed them of the effective help it could give to them in the development and the revitalization of their profession. And, they invited them to contact Mr Jacques Isnard, current president of this international organization.

Equally, there is a problem regarding the social protection of court officers. Their salaries are low and incompatible with their responsibilities, and with the work they are required to carry out as part of their new duties. Furthermore, in the Russian Federa-

tion, forced implementation is often dangerous: attempted homicide is regularly perpetrated against them. But, although the court officers who are attached to the tribunals can be armed, since they assure the security of the tribunals, those given the job of recovery, are not armed, but are often protected by bodyguards and are aided by the armed forces and by the court officers attached to the tribunals.

Another problem is the frequently inadequate time that is allocated to the court officers by the Russian Federation for carrying out their work: at the end of 18 months they most stop all action. This is evidently incompatible with the proper administration of justice. With respect to this point, the five experts explained the working time-frames in practice in their respective countries, which are generally between twenty and thirty years, with regard to all but a few particular decisions.

### **A training and a statute to be improved**

M. Alexander Matveyev, section chief of the department of court officers for the ministry of Justice in the Russian Federation, brought

up the question of training for court officers. He stressed the necessity of an infrastructure that would guarantee satisfactory judicial standards at Federal level.

Currently, with the exception of posts entailing a high level of responsibility and held by highly qualified functionaries (who have received university training of a superior level, and who organize seminars on diverse judicial questions), one third of court officers of the Russian Federation have received specific training. This training is based on a quasi-military approach, with the candidates being selected from criteria based on their physical attributes. The training lasts three to six months and its organization is devolved from the presidents of the court officers of the different regions. Sadly the absence of sufficient funds renders such training inefficient and insufficient, even if





the budget should be increased for next year (the budget for the entire community of court officers has already been exceeded, by two-fold, in the year 2000).

Mrs Andrea Schulz (Germany) indicated that there are four types of qualifications in Germany for court officers, with the highest level being identical to that of a judge or of a lawyer. Mr Gustav Moller (Finland) explained that in Finland, the level of the judicial qualifications of court officers is the same as that of judges.

Mr Mathieu Chardon (France) pointed out that it is the same in France, where future court officers follow, in addition to their university degrees, a training that is given by the incomparable National school of Procedure (École nationale de procédure), founded in 1960 under the auspices of the National Chamber of court officers (Chambre nationale des huissiers de justice), and the department of training of interns (département formation des stagiaires). Furthermore, training continues for court officers and their staff, and is guaranteed by several specialized teaching entities, emanating from the National school of Procedure (École nationale de procédure).

The objective for our Russian colleagues is to take measures to fill the gaps and to organize their own training programs. In this respect a group of Russian court officers and representatives from the Ministry of Justice have already been to France and should return before the end of 2000.

There are currently 23,000 court officers in the 89 sujets (departments) which make up the Russian Federation. Functionaries are nominated and dismissed by the government at the request of the ministry of Justice, or directly by the ministry of Justice for the most important posts. The minimum age required is 20 years old and women are well represented.

There exists two types of court officers:

– the court officers who are attached to the tribunals (one third). They are armed and in uniform, their principal function is to ensure the police their court appearance and the security of the judges in the courts.



– The court officers are responsible for implementation – of decisions – (two thirds) They ensure the forced implementation of judicial decisions, but their powers are very limited: under the 25 articles composing the Law of June 4th 1997 concerning the court officers of the Russian Federation, 7 involve the use of physical force (firearms, combat techniques, armed intervention) and its consequences.

Mr Gerasimov expressed his desire for the profession to be totally separated from the tribunals and reattached to the State, and not the courts.

Mr Eugene Ustyantzev, vice-president of court officers in the Sverdlovsk region, posed the question, as to which system should be chosen from those presented by the experts.

Mrs Lalardrie, replied that, as far as the Council of Europe is concerned, the foundations conforming to the European Convention of Human Rights must firstly be put into place.

The five experts, who had each made a detailed presentation of their system, agreed that there is no one perfect system, it is up to the Russian Federation to choose on the basis of its needs, history and aspirations.

The International Union of Court Officers (Union internationale des huissiers de justice), for its part, is favorable to a French type of system, where the court officer is an

*M<sup>e</sup> Mathieu Chardon, huissier de justice à Versailles (France), membre de l'Union internationale, chargé d'enseignement à l'École nationale de procédure.*

*Mr Mathieu Chardon, Court Officer in Versailles (France), member of the International union, in charge of teaching at the National school of Procedure.*







*Ministère  
de la Justice.*

*Ministry of Justice.*

independent member of a liberal profession, a public and ministerial officer, as well as a judicial auxiliary. The court officer must be, first and foremost, a high-level jurist rather than an accountant, an office worker, or an anonymous administrator. They must meet a certain number of intrinsic norms linked to ongoing training, code of ethics and legal privilege of a responsible, professional mandate. The primary guarantors of a strong justice system: competent and efficient.

### **A willingness to open up internationally**

Mr Andrei Churilov reminded us that the Russian Federation is today at a crossroads, and knows that it must take the right path. It needs the experience of other countries to raise its own standards and to reinforce the jurisdiction of its court officers.

Our Russian colleagues feel above all isolated from international organizations and have a considerable need for international information to be circulated in their country, and to organize missions to foreign countries such as France, the Netherlands, and Great Britain.

Mr Chardon, speaking for the International union of court officers (l'Union internationale des huissiers de justice) and the National Chamber of court officers of France (la Chambre nationale des huissiers de justice

de la France) took the action of petitioning its members and proposed that their next meeting would be either on French, or Russian soil.

Mr Theo Simons (Netherlands) declared with respect to the Russian Federation, that it would be useful if they could join the Convention of Lugano (Convention de Lugano).

The seminar concluded with the reading of a plan of action prepared by the experts and its adoption by the participants. Based upon Article 6 of the European Convention of Human Rights, this plan of action aims to reinforce the cooperation between the Russian Federation and the Council of Europe with a view to improving the implementation of civil procedures in the Russian Federation, and the status of court officers.

In his closing statement, M. Melnikov stressed the importance of international relations, which is one of the fundamental ideas of the third millenium. He asked, under the instructions of the ministry of Justice, that they would consider the joint written publications, and he warmly thanked the Council of Europe and the group of experts and participants, and expressed a wish that such meetings would continue to be held in the future on a regular basis.

The last word fell to Mrs Lalardrie, who thanked the community of court officers of the Russian Federation for their warm welcome, and efficient organization, which was to the highest standards of the Russian people. She added to the wishes of Mr Melnikov those of the Council of Europe and praised the success of this seminar and of the fruitful beginnings of this collaboration.

During these two days of work, the court officers of the Russian Federation demonstrated (if such were needed) that they are representative of a modern, dynamic country, which is fully aware of the social and economic challenges facing the world. ■





# La saisie de Sedov

À l'occasion de la traditionnelle fête maritime de Brest 2000 au mois de juillet, l'attention de tous s'est focalisée, non sur la beauté des 2000 bateaux présents venus du monde entier, mais sur un événement qui a fait couler beaucoup d'encre : la saisie du Sedov, l'un des plus beaux quatre-mâts du monde battant pavillon russe.

**L**es médias du monde entier se sont fait l'écho au quotidien de chaque péripétie de cet épisode judiciaire qui a même failli occasionner un accident diplomatique avec la Russie. Au milieu de ce tumulte, un homme a dû gérer la pression et œuvrer dans la discrétion sans la moindre erreur possible. Cet homme, c'est un huissier de justice de Brest : Yves Dizes.

Il était important de le rencontrer et de l'écouter.

**A.K. : En vertu de quel titre as-tu agi ?**

**Y.D. :** Je disposais de deux sentences arbitrales rendues par l'Institut d'arbitrage de la Chambre de commerce de Stockholm en 1997, d'un jugement rendu par le Tribunal de première instance de Stockholm en 1998, d'un arrêt de la Cour d'appel de Seva en 1999 et d'un jugement du Tribunal de grande ins-

*Yves Dizes, huissier de justice à Brest.*

*Yves Dizes, process server of Brest.*



tance de Paris en 2000 déclarant exécutoires en France lesdites sentences arbitrales.

Il est à noter également qu'un précédent jugement du Juge de l'exécution de Paris venait de rejeter les demandes de mainlevée de saisie attribution de comptes bancaires effectuées par le même créancier au préjudice du gouvernement de la Fédération de Russie, comme étant mal fondées.

**Comment as-tu préparé cette saisie ?**

J'ai dû me replonger dans les textes de cette procédure inhabituelle qui n'a pas été abrogée par la réforme de 1991 dont les délais sont extrêmement courts et impératifs à peine de prescription.

J'ai ensuite prévenu l'administrateur des affaires maritimes et le commandant de la gendarmerie maritime agissant en qualité de délégué du préfet maritime, sans jamais donner le nom du bateau pour cause de secret professionnel.

**Comment cette saisie s'est-elle passée ?**

Très bien. J'ai été reçu par le commandant du Sedov. Tout s'est bien passé en anglais.

**As-tu subi des pressions ?**

Beaucoup.

Dès la descente du bateau, par le système des portables, les pressions en tout genre ont commencé pour que je laisse partir le bateau :

- pression des visiteurs qui ont pris fait et cause pour le Sedov,
- pression des services du port,
- pression médiatique importante et omniprésente,
- pression de l'organisation Brest 2000 organisatrice de la fête,
- pression des services du Parquet qui, en règle générale, ne m'ont apporté aucune collaboration dans la délivrance des actes de procédure obligatoires à destination du Parquet,



– intervention finale du ministère des Transports français pour autoriser le départ du bateau nonobstant l'appel formé suite à la décision du juge de l'exécution de lever la saisie.

***Quels enseignements tires-tu de cette expérience ?***

D'abord la satisfaction de voir que le jugement rendu, malgré la douzaine de moyens évoqués, le juge n'a pas trouvé matière à

reproche à mon encontre ou envers mes opérations de saisie.

Je me suis aperçu que cette procédure était relativement mal tarifée !!!

Enfin, le sentiment d'avoir correctement œuvrer pour la communauté des huissiers en général sans céder aux pressions et d'avoir été disponible puisqu'un acte m'a même été signifié à mon domicile à 6 h 25 du matin.

***Merci Yves*** ■

## The seizure of the Sedov

**On the occasion of the traditional maritime festivities of Brest 2000 (France) in July attention was focused not so much on the 2000 craft which had come from all over the world but on an event which attracted massive media interest: the seizure of the Sedov, one of the world's most beautiful four-mast ships and which was flying the Russian flag.**

**E**veryday the world's media reported the latest episode in the legal saga which almost provoked a diplomatic incident between France and Russia.

In the middle of all this pandemonium, one man had to handle the pressure and quietly continue working with the utmost care and attention.

This man, is the process server of Brest, Yves Dizes.

We felt it important to meet him and hear his side of the story.

***What was the legal basis for your actions?***

I was in possession of two adjudications handed down by the Arbitration

Institute of Stockholm in 1997 as well as a ruling made by the Stockholm Court of First Instance in 1998, an order of the SVEA Court of Appeal in 1999 and finally a ruling of the Paris Regional Court in 2000 declaring the aforementioned adjudications to be enforceable on French territory.

It is also worth noting that a previous ruling by the judge of the Paris Regional Court had just rejected requests for discharge from seizure concerning attachment of bank accounts which had been made by the same creditor in respect of the government of the Russian Federation, as having no basis in law.

***How did you prepare this seizure?***

I had to wade through the text of this unusual procedure which was not repealed by the 1991 reform and whose limitation periods –after which no action can be taken – are short.

I then informed the administrator of maritime affairs and the commander of the maritime gendarmerie acting in his capacity as official representative of the maritime prefect, without revealing the name of the ship







in question for reasons of professional confidentiality.

I received their full support and cooperation. The same cannot be said for the local police who demanded to know the name of the ship before offering assistance. I was thus obliged to do without their services.

#### ***How did the seizure go?***

It went very well. The commander of the Sedov welcomed me aboard his ship. English was spoken throughout.

#### ***Did you come under any pressure?***

Yes, considerable pressure.

As soon as I got off the boat my mobile phone started ringing with appeals from all kinds of people to let the ship leave:

- pressure from visitors to the event who rallied round the Sedov,
- pressure from the port services,
- intense and relentless pressure from the media,
- pressure from the Brest 2000 Association, the event organisers,
- pressure from the Prosecutor's Office who, generally, gave me no assistance in

– serving the mandatory judicial processes intended for the Prosecutor's Office, – intervention of the French Ministry of Transport late in the day to authorise the ship's departure notwithstanding an appeal launched subsequent to the decision of the Regional Court judge to lift the seizure.

#### ***What lessons did you learn from this experience?***

Firstly, I find it satisfying to note that in the ruling given, despite the dozen or so methods used, the judge had no criticism to make of me personally nor the seizure process I undertook.

I realised that the fees regarding this procedure are not particularly high!

Finally, I would say that I endeavoured to carry out my duties on behalf of process servers everywhere without giving in to external pressure and I was always available when needed, as evidenced by the fact that on one occasion a legal process was signed at my home at 6.25 a.m.

***Many thanks, Yves.***

***Le Sedov, l'un des plus beaux quatre-mâts du monde battant pavillon russe.***

***The Sedov, one of the world's most beautiful four-mast ships and which was flying the Russian flag.***





# Une délégation portugaise reçue à Paris

**À l'occasion de la réforme de l'organisation judiciaire au Portugal, une délégation composée de fonctionnaire du ministère de la Justice et de Solicitadores a été reçue du 6 au 8 septembre 2000 à la Chambre nationale française.**

**C**ette délégation conduite par M<sup>me</sup> Paula Meira Lourenco, membre du Cabinet du ministre de la Justice, et par M. José Carlos Resende, président du Conseil général des solicitadores – équivalents des avoués en France –, a durant trois jours pu s'entretenir avec des huissiers de justice français, des responsables de la formation, ainsi que certains membres de l'Union internationale, afin d'avoir une approche complète tant de l'organisation judiciaire française que de notre profession, qui une fois de plus est montrée en exemple par les plus hautes autorités européennes.

Après le traditionnel message de bienvenue adressé par le président Bernard Menut, les représentants portugais se sont immédiatement mis au travail en compagnie du président Jacques Bertaux et de M<sup>e</sup> René Duperray, secrétaire général de l'Union internationale.

À cette occasion, il a été présenté à nos hôtes le statut de l'huissier de justice français, notamment en ce qui concerne sa qualité d'officier public et ministériel et les garanties qu'offre ce statut tant au regard du justiciable que de l'institution judiciaire qui transfère aux huissiers de justice la délicate mission de l'exécution des décisions de justice.

Cette première journée a également été l'occasion pour Thierry Bary, délégué général de la Chambre nationale et Sophie Gaublonne, directrice de l'École nationale de procédure de présenter la formation des huissiers de justice, des employés d'études et des stagiaires aspirant à la fonction.

La seconde journée a été réservée aux activités de l'huissier de justice ainsi bien dans

ses missions monopolistiques que sont la signification et l'exécution que pour celles qui ne relèvent pas du monopole, c'est-à-dire les ventes aux enchères, le recouvrement amiable et les constats.

L'ensemble de ces points ont été présentés par M<sup>e</sup> Dominique Abadie, membre de l'Union internationale que par M<sup>e</sup> Robert Carmona, responsable de la cellule juridique à la Chambre nationale.

L'après-midi a permis à nos amis portugais de comprendre la place occupée par les huissiers de justice dans l'organisation judiciaire française notamment par rapport aux autres professionnels du droit à partir des explications données par M<sup>es</sup> Mathieu Charbon et Jean-Paul Spinelli, membres de l'Union internationale.

À cette occasion a également été évoqué le rôle du Parquet, en raison du contrôle qu'il opère sur l'huissier de justice et les rapports de notre profession avec les juges – essentiellement de l'exécution – dans le cadre des conflits liés aux mesures conservatoires et d'exécution.

De nombreuses questions toutes aussi originales que pertinentes ont été posées à l'occasion de ces rencontres, manifestant ainsi un intérêt évident pour notre profession à un moment où la fonction de l'exécution au Portugal est particulièrement sinistrée, et où les décisions restent en souffrance dans les greffes en raison de la carence du système fonctionnarisé.

La dernière journée a été résumée à la visite d'une étude, celle de M<sup>e</sup> Patrice Nocquet, huissier de justice à Paris, à l'occasion de laquelle la délégation portugaise a pu se rendre compte *in concreto* de l'organisation du travail et de la véritable fonction de chef d'entreprise dévolue à l'huissier de justice.

De l'avis de tous, cette première rencontre a été un véritable succès. Elle a permis à la délégation







gation portugaise de se familiariser avec notre profession et le système judiciaire français. Elle orientera assurément les choix prochains de l'État portugais dans la réforme de leur justice en privilégiant la libéralisation de

l'exécution qui, une fois de plus, a fait la démonstration qu'elle contribue non seulement à la solution rapide d'un conflit, mais également au maintien de la crédibilité économique d'une nation. ■

## A portuguese delegation visits Paris

**On the occasion of the reform of the legal system in Portugal, a delegation made up of civil servants from the ministry of Justice and representatives of solicitadores paid an official visit to the French national chamber from September 6 to 8, 2000.**

**T**his delegation headed by Mrs Paula Meira Lourenco a member of the minister's office at the ministry of Justice and by Mr José Carlos Resende, chairman of the General council of solicitadores – equivalent to french solicitors – spent three days in discussions with french





process servers and training managers as well as certain members of the International Union in order to gain a complete over-view both of the French legal system's structure and our own profession which, not for the first time, is being held up as an example by the highest European authorities.

After the traditional message of welcome from the chairman, Bernard Menut, the Portuguese representatives got straight down to work alongside chairman Jacques Bertraux and Mr René Duperray the secretary general of the International union.

On this occasion, a presentation was made of the status of the French process server, with particular emphasis on his role as a public and professional officer and the guarantees this status ensures as regards the person subject to proceedings and the legal institution which entrusts process servers with the delicate mission of implementing legal judgements.

The first day also provided an opportunity for Thierry Bary, executive officer to the Chambre nationale des huissiers de justice (National chamber of process servers) and Mrs Sophie Gaublomme, Head of the École nationale de procédure (legal proceedings training college) to present training procedures for process servers, law firm employees and trainees aspiring to join the profession.

The second day was spent examining the activities of process servers in terms of missions only they can perform such as service and enforcement as well as fields open to other professions such as sale by auction, out-of-court debt recovery and report writing.

The above points were presented by Mr Dominique Abadie, member of the International union and Mr Robert Carmona, head of the legal affairs unit at the French National chamber.

In the afternoon, our Portuguese guests learned more about the role played by pro-

cess servers within the French legal system, particularly in relation to other legal professions. This presentation was given by Messrs Mathieu Chardon and Jean-Paul Spinelli, members of the International union.

The opportunity was also taken to consider the role of the prosecutor's office in view of the control it exercises over the process server and the relationship between our profession and judges (primarily regarding enforcement) in the context of disputes related to protective measures and enforcement.

Many original and pertinent questions were asked during these meetings demonstrating the strong interest in our profession at a time when the activity of enforcement in Portugal is particularly hard hit with legal rulings lying unimplemented in clerks' offices due to the deficiencies of an overly bureaucratic system.

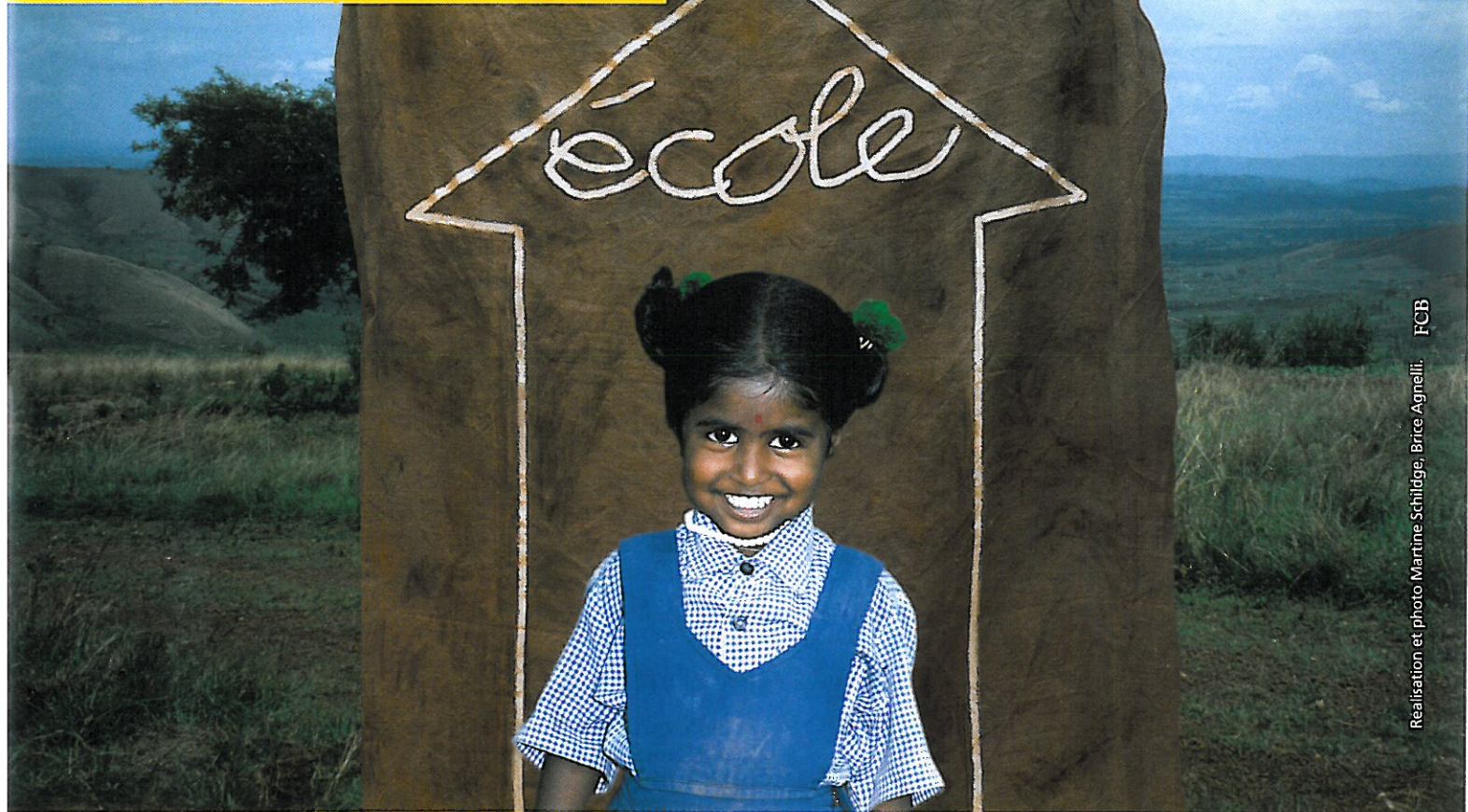
The last day was given over to a visit to a firm of process servers. Mr Patrice Nocquet, a process server in Paris, welcomed the Portuguese delegation to his offices where they were able to gain first-hand experience of how a process server's work is organised and the role of company head which he is increasingly being called on to assume.

All parties agreed that this first exchange was an outstanding success. It gave the Portuguese delegation the chance to learn more about our profession and the French legal system in general.

The visit will undoubtedly have an impact on decisions shortly to be taken by the Portuguese government with a view to reforming their justice system through deregulation of the enforcement process. Once again, it was clearly demonstrated that such an approach not only enables the rapid settlement of disputes but also contributes to preserving the economic credibility of a nation. ■







Réalisation et photo Martine Schilge, Brice Agnelli. FCB

## Chaque enfant a le droit d'aller à l'école. Avec vous, ce droit va devenir une réalité.

Aujourd'hui encore, beaucoup d'enfants ne vont toujours pas à l'école: enfants travailleurs, filles domestiques ou tout simplement enfants nés dans un pays pauvre. Quel est leur avenir ? En parrainant la scolarité d'un enfant avec Aide et Action, vous l'aidez concrètement à prendre sa vie en main. Grâce à vous, il apprendra à lire, à écrire, à compter, à s'exprimer. Vous soutiendrez la construction et l'équipement de son école, la formation de ses instituteurs, l'amélioration de son cadre de vie... A travers des correspondances régulières, vous suivrez ses progrès, et découvrirez son environnement, sa culture. Aide et Action, première association française de parrainage,

agit depuis 20 ans avec 50 000 marraines et parrains pour la scolarisation de plus de 500 000 enfants en Afrique, en Inde et en Haïti. Aide et Action est la seule association à avoir obtenu deux fois le Prix Cristal de la transparence de l'information financière décerné par la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes. Vous avez l'assurance que, sur les 130 F mensuels de votre parrainage, 85 % sont affectés aux activités de terrain et seulement 15 % aux frais de gestion. Quelque part dans le monde, un enfant va devenir votre filleul. Faites le premier pas, accompagnez-le sur les chemins de l'école.



**BON À DÉCOUPER ET À RENVOYER À : AIDE ET ACTION - 53 BD DE CHARONNE 75455 PARIS CÉDEX 11  
TÉL. 01 55 25 70 00, SITE WEB : [www.aide-et-action.org](http://www.aide-et-action.org), E-MAIL : [info@aide-et-action.org](mailto:info@aide-et-action.org)**

Cet espace est gracieusement offert par votre support.



### Oui, je souhaite parrainer un enfant du-bout-du-monde.

Merci de m'adresser un dossier complet avec la photo de mon filleul. Je joins un chèque de 130 F à l'ordre d'Aide et Action, correspondant à mon premier mois de parrainage. Sur ce premier chèque, 20 F seront destinés à mon abonnement annuel au magazine trimestriel

- Je préfère recevoir une documentation complète sur Aide et Action.
- Je ne peux pas parrainer un enfant mais je vous envoie un don de  100 F  300 F  500 F  autre.....F

MME  MLE  M PRÉNOM .....NOM.....N°.....RUE.....  
CODE POSTAL.....VILLE.....TÉL.....PROFESSION (facultatif).....

Conformément à la loi N° 78-17 du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification pour toute information vous concernant, figurant sur notre fichier. Il suffit pour cela de nous écrire.

EJ101





# UNION INTERNATIONALE DES HUISSIERS DE JUSTICE ET OFFICIERS JUDICIAIRES

*INTERNATIONAL UNION OF JURIDICAL OFFICERS*

42, RUE DE DOUAI – 75009 PARIS – TÉL. 33 1 49 70 12 87 – FAX 33 1 40 16 99 35

e.mail : uihj@huissier-justice.fr - Site web : uihj.com

## BUREAU 2000-2003

Président	<b>Jacques ISNARD</b>	France	Trésorier	<b>Jean CHRISTIN</b>	Suisse
1 <sup>er</sup> vice-président	<b>Luc CLAES</b>	Belgique	Secrétaire adjoint	<b>André MATHIEU</b>	Canada
Vice-président	<b>Leo NETTEN</b>	Pays-Bas	Trésorier adjoint	<b>Alexander WALKER</b>	Écosse
Vice-président	<b>Yacine SENE</b>	Sénégal	Membres	<b>Roger DUJARDIN</b>	Belgique
Secrétaire	<b>Dominique HECTOR</b>	France		<b>Jean-Paul SPINELLI</b>	France

**Secrétaire général :** René DUPERRAY (France)

## Secrétaires permanents

*Pour les pays scandinaves et l'Europe du Nord :*

**Nicola HESSLEN**

Kronofogdemyndigheten – S-40516 GOTEBOURG

Tél. 46 31 63 42 41 – Fax. 46 31 63 42 91

*Pour les pays d'Afrique centrale et occidentale :*

**Honoré AGGREY**

01 BP 2684 – ABIDJAN COTE D'IVOIRE

Tél. 225 22 44 86 86 - Fax. 225 22 44 85 75

*Pour l'Amérique du Nord :*

**Michèle PAQUETTE**

511, place d'Armes Suite 8 H2Y 2W7 MONTREAL – (Québec) Canada

Tél. 1514 9 823 154 – Fax. 1514 9 823 168

## Délégations permanentes

*Pour les pays du Maghreb et du Proche Orient :*

**Amor CHETOUI**

6, rue d'Allemagne – TUNIS

Tél. 1 287 195 – Fax 1 326 407

*Pour l'Afrique Australe :*

**Johan FOURIE**

121, St Georges Str – SIMONS'S TOWN

Tél. 27 21 786 5726 – Fax. 27 21 786 5727

*Pour les pays d'Amérique du sud :*

**Vera Lucia PINHEIRO DOS SANTOS**

Av. Treze de Maio, n°13 - Sls 1 818 e 1 819 -

Centro – RIO DE JANEIRO – CEP 20031 000 RJ

Tél. 55 21 240 4083 – Fax. 55 21 532 1431

*Pour la zone des Caraïbes :*

**Jacky SIZAM**

Imm. Diligenti appt 12 –

Rue José-Martin (Rex) 97110 LA GUADELOUPE

Tél. 0590 82 85 50 – Fax. 0590 82 51 97

Membres fondateurs	Membres adhérents	Membres observateurs	Membres cooptés	Accord de coopération et missions d'expertise		
*Belgique	*Afrique du Sud	Égypte	*Maroc	Danemark	NAPPS (USA)	Viêt-nam
*France	*Algérie	Finlande	*Namibie	Norvège		Cuba
*Grèce	Allemagne	*Gabon	*Niger	République de Russie		
Italie	Angleterre	Guinée	*Ouganda			
*Luxembourg	Autriche	Haïti	*Pologne			
*Pays-Bas	*Bénin	*Hongrie	*Roumanie			
*Suisse	*Congo	*Île Maurice	*Sénégal			
	Brésil	*Irlande	*Slovaquie			
	*Burkina-Faso	Kenya	*Slovénie			
	*Cameroun	*Lettonie	Suède			
	*Canada	*Lituanie	Tchad			
	*Côte d'Ivoire	*Madagascar	*Togo			
	*Écosse	Malawi	*Tunisie			
		*Mali				

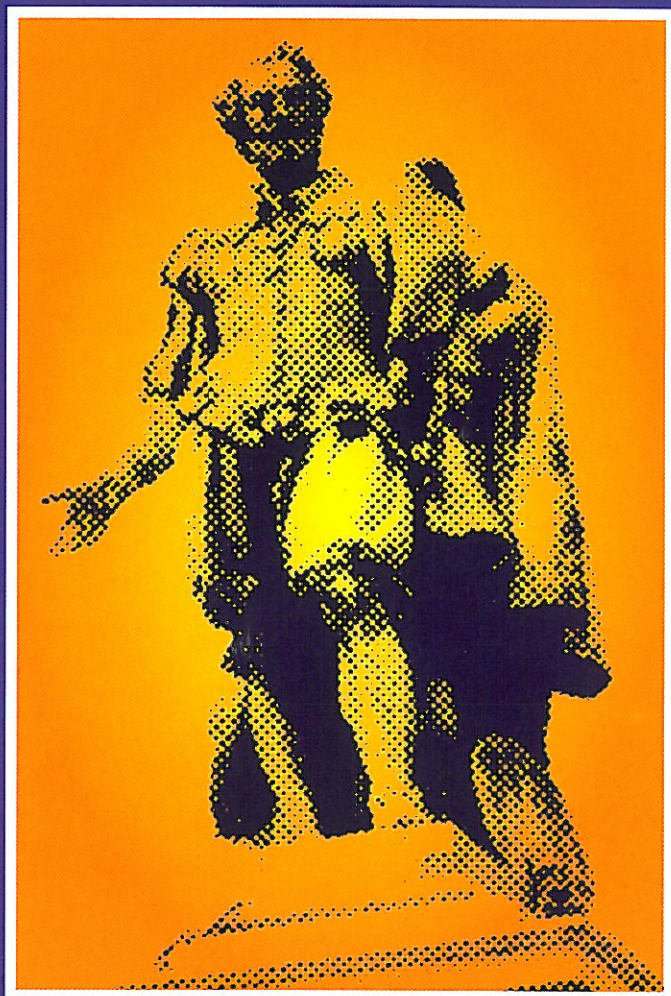
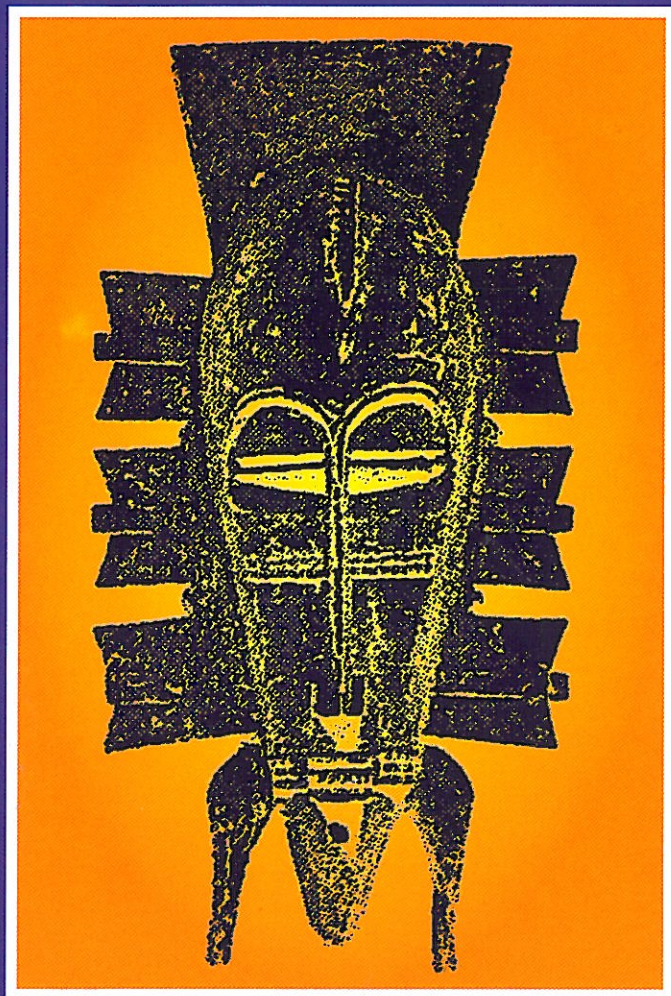
\* Pays exerçant la profession sous la forme libérale







# Conseil Permanent de l'UIHJ



**CAPETOWN 13 et 14 Mai 2001**

**ANVERS 7 et 8 Juin 2001**